

*La nouvelle Constitution n'allait pas démanteler le néolibéralisme à elle seule, mais elle pouvait sans aucun doute créer de meilleures conditions pour continuer à mener la bataille. Comment alors expliquer qu'une grande majorité de Chiliennes ait tourné le dos à cette proposition constitutionnelle, considérée par de nombreuses organisations sociales et de gauche comme un pas en avant historique ?*

\*\*\*

Dimanche 4 septembre, Santiago du Chili : les militants de la Coordination des mouvements sociaux pour le « oui » (*apruebo*) à la nouvelle Constitution [*Comando de los movimientos sociales para el Apruebo*] étaient réunis au siège du syndicat Bata dans le centre de la capitale, à quelques pas de l'emblématique Plaza Dignidad, centre névralgique de la grande rébellion populaire d'octobre 2019. Les résultats du référendum sur le nouveau texte constitutionnel, élaboré pendant une année par la Convention constitutionnelle, instance élue au suffrage universel en mai 2021, ont commencé à tomber à 18 heures.

On comprend alors vite que le rejet (*rechazo*) allait l'emporter, mais personne n'avait prévu l'ampleur de la défaite. Après des mois de mobilisation, il a fallu faire face et accepter la victoire des secteurs conservateurs opposés à la proposition constitutionnelle, qui ne cherchait rien de moins qu'à mettre fin à la Constitution de 1980, élaborée pendant la dictature de Pinochet, et à instaurer une des Constitutions les plus démocratiques de la planète.

## Un rejet retentissant

Le résultat a été écrasant : 61,88% en faveur du *rechazo* (rejet) et 38,12% pour *apruebo* (approbation), avec une participation de plus de 13 millions d'électrices.eurs (85,81% des inscrit.e.s), soit 4,5 millions de plus qu'au second tour de l'élection présidentielle de décembre 2021, une hausse principalement déterminée par l'installation d'un système de vote obligatoire avec inscription automatique.

Dans la région de Magallanes, à l'extrême sud, où vit la famille du président Gabriel Boric, le *rechazo* a atteint 60 % : une défaite personnelle pour le jeune leader de gauche. Dans le Nord, l'*apruebo* n'a pas atteint 35 % et dans la région d'Araucanía, où vivent la plupart des communautés mapuches, le *rechazo* a atteint 74 %. Même dans le grand Santiago ou Valparaíso, zones urbaines traditionnellement plus enclines au changement et où plusieurs maires de gauche (y compris communistes) ont été récemment élus, il n'y a pas eu de majorité en faveur de la nouvelle Constitution : l'approbation n'a atteint une majorité que dans 8 des 346 municipalités du pays !

Les porte-parole de la droite et du « centre » (dont des membres de la Démocratie Chrétienne), opposés au texte, sont immédiatement apparus dans les médias pour célébrer leur succès dans certaines rues et places des quartiers aisés de Santiago. L'extrême droite s'est également réjouie du résultat. Plusieurs dirigeant.e.s conservateurs se sont étonnés de l'ampleur de leur victoire, un scénario improbable il y a deux ans, lorsque le Chili – « oasis » et « vitrine » du néolibéralisme – semblait prendre un nouveau chemin historique marqué par la rébellion d'octobre 2019.

Les élites néolibérales ont tenté à plusieurs reprises de colmater « par en haut » les fissures

béantes du modèle et la profonde crise de légitimité (et de représentativité) du système politique, qui ont quasiment conduit à la destitution du président milliardaire Sebastián Piñera par la rue, en octobre. C'est ainsi que le 15 novembre 2019, la quasi-totalité des partis présents au Parlement (de la gauche jusqu'à l'extrême droite) ont signé « l'Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution ».

Cet accord a divisé le *Frente Amplio* (coalition de gauche parlementaire, en partie issue du mouvement étudiant, créée en 2017), entre celles et ceux qui soutenaient l'accord et une « nécessaire » canalisation des luttes en cours, et celles et ceux qui voyaient – à juste titre – dans cet accord un moyen de désactiver la force de la rébellion populaire en imposant une issue institutionnelle. Les franges du mouvement les plus mobilisées ont ainsi décrit et conspué l'accord comme le produit d'une nouvelle « cuisine » entre les partis politiques du système, un pacte conclu « à portes fermées » alors que le mouvement populaire faisait face à une violente répression criminelle de la part de l'État chilien (avec des milliers de blessé.e.s, mais aussi l'emprisonnement de centaines de « prisonnier.e.s politiques de la révolte sociale).

Concrètement, le 19 décembre 2021, l'un des mentors de l'Accord, Gabriel Boric a été élu président du Chili à la tête d'une alliance (*Apruebo Dignidad*) formée par sa coalition, le *Frente Amplio* et le Parti communiste. Cette élection de l'ancien leader étudiant semblait confirmer, indirectement et dans les urnes, une forte volonté de changement social, même si sur la base d'un programme de centre-gauche très modéré et en affrontant Antonio Kast, le candidat de l'ultra-droite qui lui traduisait une revendication « d'ordre » avec des accents racistes, antiféministes et xénophobes d'une importante partie de la population. Les alarmes étaient déjà allumées, mais la plupart des forces des gauches semblaient ne pas les voir.

Auparavant, les chiffres du plébiscite de 2020 avaient, il est vrai, indiqué de vastes possibilités de transformation sociopolitique (78 % des électrices.eurs ont approuvé l'idée d'une nouvelle Charte fondamentale pour enterrer la Constitution de 1980), malgré les limites propres à une Convention constitutionnelle en partie « réglementée » par les anciens partis du Congrès (en imposant notamment une majorité qualifiée des 2/3 pour toute adoption d'un nouvel article). D'autres alarmes s'allument pourtant également à ce moment-là : près de la moitié des Chiliens.e.s ne s'est pas mobilisée pas dans les urnes, notamment dans les quartiers populaires, pour ce vote pourtant historique qui devait fermer la porte à l'héritage institutionnel de Pinochet.

Mais la force de propulsion d'octobre semblait encore assez puissante pour pouvoir s'imposer partiellement lors de la formation de la Convention, lors d'une élection directe au suffrage universel, avec parité, avec des sièges réservés aux peuples autochtones, avec des listes de candidats indépendant.e.s (hors partis) et la présence notable de militant.e.s du mouvement féministe et social. La mise au pied du mur de la droite et des secteurs les plus conservateurs mis en minorité au sein de la Convention a permis d'obtenir un texte constitutionnel progressiste et à bien des égards très avancé : il était proposé de mettre fin à l'État subsidiaire néolibéral et de construire un État « *de droit, social et démocratique* », solidaire et paritaire, reconnaissant de multiples droits fondamentaux et sociaux (santé, éducation, retraite), y compris des formes de démocratie participative, avec un véritable espace pour les biens communs et les moyens de faire face à la crise climatique.

Avec également une forte présence de revendications féministes – comme la reconnaissance du travail domestique et de soins rémunérés et non rémunérés –, le texte validait en outre l'instauration d'un système de sécurité sociale publique, la déprivatisation

partielle de l'eau, la fin du sénat pour créer une chambre des régions et la création (enfin) d'un État plurinational, intégrant une partie des revendications historiques et territoriales du peuple Mapuche, dont leur système de justice. Certes nombre d'autres points sont restés lettre morte, particulièrement la possibilité du retour de l'extraction minière (cuivre, lithium) dans le giron public, une limite considérable pour toute velléité passablement réformatrice dans un pays comme le Chili.

Le droit du travail a également connu une avancée notable dans la proposition constitutionnelle avec la négociation collective par branche, le droit de grève effectif et le renforcement de la représentativité syndicale, c'est-à-dire un virage copernicien par rapport à la réglementation du capitalisme chilien actuel, provoquant d'ailleurs le mécontentement des grandes entreprises locales et transnationales. Évidemment, la nouvelle Constitution n'allait pas à elle seule démanteler le néolibéralisme, mais elle créait certainement de meilleures conditions pour continuer à livrer bataille dans le pays andin. Comment expliquer alors qu'une grande majorité des Chiliennes et des Chiliens ait tourné le dos à cette proposition, considérée par de nombreuses organisations sociales comme une avancée historique ?

## Raisons d'une défaite

Il faut d'abord souligner la capacité des classes dominantes néolibérales à concentrer leur force dans le domaine même où les luttes sociales semblaient pouvoir avancer : les droits sociaux inscrits dans le projet de nouvelle Constitution dans des domaines tels que la santé, le logement, l'accès à l'eau, l'éducation et le travail. À cette fin, les forces du *Rechazo* ont établi une stratégie communicationnelle peuplée de *fake news*.

Par le biais d'une campagne mobilisant plusieurs millions de dollars sur les réseaux sociaux et en utilisant leur quasi-monopole des mass médias, les opposant.e.s au texte ont avancé des absurdités de la teneur suivante : si le texte constitutionnel était approuvé « *les citoyen.ne.s devront être obligatoirement soignés dans un système de santé publique effondré* », « *la liberté d'enseignement sera abolie* », « *des subventions et bons d'État seront créés incitant les travailleurs à choisir le chômage, plutôt que le travail* », « *nombre de logements seront expropriés et la propriété privée sera limitée* », « *le principe d'égalité devant la loi sera aboli favorisant les indigènes et les homosexuels entre autres "minorités"* », « *la liberté de culte sera abolie et les communautés évangéliques seront persécutées* », « *l'avortement sera autorisé à n'importe quel moment de la gestation* », « *les contrôles migratoires aux frontières seront levés* », « *les criminels seront protégés judiciairement au détriment des victimes* », « *l'épargne des fonds de retraite des travailleurs sera confisquée, empêchant son héritage* », « *le nom du pays et les emblèmes nationaux seront changés* »... pour ne citer que quelques-unes des déclarations qui sont apparues dans le temps d'antenne TV obligatoire durant la campagne.

Plus que la variété des *fakes* de la campagne du *Rechazo*, il est important de souligner la réelle capacité de planification stratégique de la droite. Ces dirigeant.e.s ont aussi habilement opté pour une campagne qui se disait favorable au changement constitutionnel mais pas à cette nouvelle constitution là, trouvant ainsi des allié.e.s au centre de l'échiquier politique et chez les partisan.ne.s de l'ex-*Concertación* (sociaux-libéraux ayant gouverné le pays durant 20 ans).

Sur ce point, on a pu voir une importante différence avec les forces politiques de

l'*Apruebo* : bien que la gauche parlementaire et les mouvements sociaux anti-néolibéraux aient remporté la plupart des sièges au sein de la Convention constitutionnelle, dès le moment inaugural de l'élection du bureau exécutif, ils ont montré leurs différences et faible capacité stratégique ; certains constituant.e.s ont surtout semblé suivre les us et coutumes du Congrès chilien discrédité, alimentant un image désastreuse dans l'opinion publique. Les listes d'indépendant.e.s ont aussi connu plusieurs revers et un scandale qui s'est soldé par la démission d'un élu de la « liste du peuple ».

Parallèlement, les forces du centre-gauche se sont montrées réticentes à suivre les propositions refondatrices des élu.e.s liés aux mobilisations, préférant garantir la stabilité étatique et les accords avec les sociaux-libéraux. De fait, malgré les nombreuses initiatives de consultation et de participation, la Convention a semblé trop éloignée des préoccupations immédiates du monde populaire et de ses intérêts, sans que cette tendance ait pu être inversée au cours des dernières semaines.

Dans le même temps, il faut souligner que les multiples assemblées et *cabildo* territoriaux, ainsi que les tentatives de coordination de la jeunesse et de travail collectif de quartier - qui avaient surgi avec force au cours d'octobre 2019 - ont été progressivement démantelées et perdues de la force, tant par l'effet des politiques institutionnelles et électorales que par la répression étatique continue. Dans un second temps, la pandémie, le couvre-feu et la crise économique ont jeté une chappe de plomb, de plus, sur la dynamique des luttes.

Par ailleurs, le gouvernement Boric, malgré les promesses de réformes progressistes de la campagne, s'est rapidement trouvé impliqué dans le même jugement citoyen de rejet et désapprobation. Alors qu'une décision politique était nécessaire pour mettre de l'eau au moulin du changement constitutionnel, le gouvernement a inauguré un mandat hésitant, faible politiquement, à la recherche permanentes d'alliances « pragmatiques » avec l'ex-*Concertación* au Congrès - où il est minoritaire - pour pouvoir gouverner. À de nombreux moments, on a clairement senti le poids du véritable chef de cabinet du gouvernement, le ministre des finances Mario Marcel, ex- président de la Banque centrale et ancien militant du bloc social-libéral qui a dirigé le pays depuis 1990.

La ministre de l'Intérieur, Izkia Siches, a également été au centre des critiques pour avoir commencé sa démarche en cherchant brièvement un dialogue avec les communautés Mapuches en conflit pour finir par avaliser la militarisation de la zone et l'emprisonnement du leader de la *Coordinadora de Comunidades en Conflicto Arauco-Malleco* (CAM), Héctor Llaitul. Il en va de même pour la question des prisonniers politiques de la « Rébellion d'Octobre », plusieurs d'entre elles et eux étant restés en détention provisoire durant des mois, voire des années, alors que l'exécutif n'a à aucun moment affiché une volonté de procéder à une grâce générale.

Des progrès concrets ont, certes, été réalisés dans l'accès à la santé publique, mais l'absence de progrès sur des questions centrales au plan économique, et concernant le projet d'une - timide - réforme fiscale, ont fini par détruire l'image de « gouvernement réformateur » de l'exécutif. Gabriel Boric n'est pas disposé à affronter les pouvoirs économiques et de facto habituels, ni à mobiliser sa base sociale pour ce faire. À partir de cette position de classe, une partie importante de celles et ceux qui avaient voté pour lui ont commencé à le désapprouver ouvertement.

En parallèle, la droite a profité de sa machine médiatique bien huilée pour opérer un amalgame entre l'impopularité croissante du gouvernement et le texte de la nouvelle

constitution, un texte par ailleurs long (388 articles) et considéré comme « maximaliste » sur plusieurs points par des secteurs sociaux très divers, allant des catholiques opposés à l'inclusion du droit à l'avortement dans la Constitution, jusqu'aux citoyens « patriotes » apeurés par la notion de plurinationalité.

De même, la croissance du crime organisé et du narcotrafic, souvent associé par la presse aux situations dramatiques des migrants dans le nord du pays et l'explosion de l'inflation et du travail informel, ont alimenté un climat de crainte et de réaction. Le nouvel électorat de plus de 4 millions de personnes amené dans les urnes par le nouveau système de vote obligatoire (notamment les personnes âgées), s'est directement lié à la frange populaire déçue ou voulant exprimer leur colère : le large triomphe du *Rechazo* fut ainsi consommé, sans que le sens politique de ce vote puisse être mécaniquement et unanimement considéré comme un vote en faveur de la droite, mais souvent plus *contre* une situation sociale et politique dégradée.

Comme le note l'historien Igor Goicovich, le divorce entre le monde populaire, le gouvernement et le processus constitutionnel est évident si l'on analyse les résultats du 4 septembre. Les nombreuses questions soulevées lors de la Convention par les mouvements sociaux sur le féminisme, l'environnementalisme ou la plurinationalité n'ont pas suscité une grande adhésion de l'électorat populaire et ont même suscité de l'incompréhension dans le pays « *d'en bas* » :

*« Dans toutes les communes que les écologistes appellent "zones de sacrifice", l'option Rechazo s'est largement imposée (...). Les communes de la Région Bio Bío et de La Araucanía (Macrozone Sud) ont connu une évolution similaire. Orientées largement vers l'exploitation forestière, le conflit entre les entreprises forestières et les communautés indigènes y a atteint des dimensions de plus en plus radicales. (...) »*

*Si l'on observe le comportement électoral des communes de la région métropolitaine, on constate une tendance historique : les communes aux revenus les plus élevés (Las Condes, Lo Barnechea et Vitacura) votent massivement pour l'option Rechazo. Les communes qui rassemblent de préférence les secteurs à revenus moyens de la population, comme La Reina, Providencia, Macul, Peñalolén et La Florida, votent également pour cette option, à l'exception des communes de Maipú et Ñuñoa. Dans le même temps, pratiquement toutes les communes ouvrières, dont Recoleta, El Bosque, La Pintana, La Granja, Lo Espejo, Cerro Navia, Renca et Independencia, qui ont été des bastions historiques de la gauche, ont également opté pour Rechazo. »*

La dimension de rejet de classe de ce vote est massive et devrait être une leçon d'humilité et d'autocritique pour les gauches sociales et politiques qu'elles soient réformistes ou révolutionnaires.

## Et maintenant ?

La frange du monde populaire qui, malgré tout, a voté *Apruebo* tant lors du plébiscite de dimanche dernier que lors de celui de 2020, sont aujourd'hui aux prises avec un sentiment

d'échec et d'impasse, qui pourrait se transformer en engagement profondément antagoniste au modèle néolibéral chilien si surgissent des alternatives politiques concrètes, indépendantes de la gauche parlementaire, et capables de proposer des réponses aux demandes sociales non résolues depuis octobre 2019. Car il est clair qu'un tel projet ne pourra compter sur le soutien du gouvernement actuel.

Dans son discours du dimanche du plébiscite, Gabriel Boric a appelé à « l'unité nationale » et à abandonner « *le maximalisme, la violence et l'intolérance* » tout en annonçant un remaniement ministériel rapide. Le remaniement de cabinet réalisé dans la foulée confirme la trajectoire « *vers le centre* » social-libéral du gouvernement, ouvrant davantage le palais de La Moneda aux forces de l'ex-*Concertación*, ce qui pourrait mettre davantage à mal son allié, le Parti communiste. Ce cabinet sera destiné à clore la réforme fiscale sous la forme d'un pacte avec la droite, qui répondra de manière prévisible aux priorités immédiates de survie du gouvernement, à savoir attirer des capitaux en accueillant des entreprises à rentabilité rapide et demander des avances pour couvrir les dépenses publiques afin de contenir de nouvelles mobilisations particulièrement de la jeunesse, qui pointent déjà.

En ce qui concerne la Constitution, le président et les partis dans leur ensemble ont confirmé qu'ils continueront à travailler sur un nouvel itinéraire constituant, mais que celui-ci aura désormais pour centre le Congrès actuel, laissant ainsi entrevoir le retour de la « politique des consensus » pourtant rejetée depuis 2019, enterrant l'empreinte transformationnelle de la nouvelle Constitution. Un processus « décaféiné », contrôlé par la droite et le centre, pourrait finalement mettre fin à la Constitution de Pinochet, tout en garantissant la continuité néolibérale aux classes dominantes. Mais le jeu reste ouvert tant la force latente de la rébellion populaire pourrait continuer à parcourir les sous-sols de la société chilienne.

Le 4 septembre, au vu du résultat du plébiscite, la Coordination des mouvements sociaux pour le « oui » concluait sa déclaration ainsi :

*« Il est impératif que les secteurs qui se sont organisés pour rendre ce processus possible assument également la tâche qui nous incombe aujourd'hui. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Notre peuple a pris une décision indiscutable et la tâche de renverser la Constitution Pinochet et le modèle néolibéral est toujours à l'ordre du jour. Dans ce processus, les leçons que nous avons apprises seront fondamentales, car nous, les mouvements sociaux, ne sommes plus ce que nous étions avant que cette Constitution ne soit écrite. »*

\*

**Franck Gaudichaud est professeur d'études latino-américaines à l'Université Toulouse-Jean Jaurès et membre de la rédaction de Contretemps. Miguel Urrutia est sociologue à la faculté des sciences sociales de l'Université du Chili et militant de *Izquierda Libertaria* (Chili).**

**Cet article a été écrit depuis Santiago et d'abord publié par la revue [Jacobin América Latina](#). Traduit de l'espagnol et actualisé pour ContreTemps par les auteurs.**

Illustration : Wikimedia Commons.